

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 18 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPERATIVE GARUN PAYSANNE

Le Chemin Chaussée
22400 Hénansal

Code AIOT : 0005503403

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2023 dans l'établissement COOPERATIVE GARUN PAYSANNE implanté ZI La Brohinière BP 16077 35360 Montauban-de-Bretagne. L'inspection a été annoncée le 07/11/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERATIVE GARUN PAYSANNE
- ZI La Brohinière BP 16077 35360 Montauban-de-Bretagne
- Code AIOT : 0005503403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Coopérative GARUN PAYSANNE a été autorisée à exploiter son site de Montauban-de-Bretagne par arrêté préfectoral du 18 septembre 2007, modifié en dernier lieu par arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 02 décembre 2016.

Le site est composé :

- d'une usine de fabrication d'aliments pour le bétail, classée à autorisation sous la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées,
- de capacités de stockage de céréales, classées, d'une part à autorisation au titre de la rubrique 2160-2.a (quantité autorisée de 30 690 m³) et, d'autre part, à enregistrement au titre de la rubrique 2160-1.a (à hauteur de 32 000 m³).
- d'une activité de séchage de céréales associée aux cellules de stockage (GH3 et GH4) de maïs humide .

Le stockage de céréales comprend les installations suivantes :

- deux tours de réception (fosses 1 et 2),
- une 3^e tour de réception (fosse 3), notamment associée aux cellules de stockage (GH1 et GH2) de grains humides ;
- 11 cellules de stockage extérieures (silos cylindriques métalliques C33 à C43) ;
- 2 cellules de stockage en silo plat (C44 et C45), de capacité totale 16 000 m³ (2 cellules sur les 4 prévues initialement dans l'APC du 02 décembre 2016 ont été construites).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

L'inspection réalisée s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2023 laquelle, sur la base du retour d'expérience en matière d'accidentologie dans le secteur d'activité des silos, porte en particulier sur le contrôle du respect des exigences en matière de prévention et de gestion du risque incendie, d'ordre organisationnel et technique, en lien avec l'utilisation d'équipements susceptibles d'être à l'origine de départs de feux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
4	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet
5	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suite administrative :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
6	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés lors de cette visite de contrôle, l'Inspection souligne la nécessité de :

- procéder à la formation systématique des nouveaux arrivants ainsi qu'au renouvellement périodique des formations dispensées au personnel,
- vérifier la bonne appropriation des consignes de sécurité et d'exploitation par le personnel,
- suivre rigoureusement l'avancement des actions correctives à réaliser sur les installations électriques.

Le contrôle des points réglementaires n'a pas mis en évidence d'anomalie de fonctionnement des dispositifs de sécurité (vérifiés par sondage), associés aux équipements susceptibles d'être à l'origine de départ de feux. Les consignes de sécurité et d'exploitation sont établies et les documents élaborés dans le cadre des interventions pour travaux (points chauds) sont disponibles et correctement renseignés.

En revanche, des éléments sont attendus afin de confirmer que le double asservissement entre l'aspiration au niveau des fosses et le fonctionnement des convoyeurs associés est opérationnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : L'inspection a notamment été réalisée en présence du directeur industriel et de l'animatrice QSE , en poste depuis 2020 et avril 2023 respectivement, ainsi que du responsable du site et du responsable maintenance. Les fiches de poste de ces personnes précisent en particulier les rattachements hiérarchique et fonctionnel, les missions opérationnelles/transverses/support ainsi que les aptitudes requises. Le directeur industriel organise le planning d'activités en production, suit la formation des équipes et veille à ce que les suppléances (avec les adjoints) soient assurées en cas d'absence. Un organigramme avec trombinoscope est disponible pour chacun des pôles du site, qui permet de visualiser rapidement les personnes et leur entité de rattachement. L'exploitant a mis en place un tableau de suivi des formations dispensées au personnel et celles à prévoir, qui comprend en particulier les formations relatives à la sécurité dans le cadre de l'exploitation des silos, au risque incendie et à la réglementation ATEX. La liste des personnes formées à la sécurité des silos ainsi que les attestations de formation sont disponibles. Selon l'historique, les dernières formations réalisées en lien avec l'activité de stockage de céréales auprès du personnel intervenant sur les silos, ont porté sur : <ul style="list-style-type: none">- la prévention des risques (incendie, explosion des poussières), en mars 2017 par COOP de France;- la réglementation et l'habilitation ATEX (opérations sur équipements ATEX - niveau 1, maintenance sur équipements électriques en zone ATEX et gestion de personnel en zone ATEX - niveau 2), en septembre 2020 par l'organisme APAVE Formation. Les attestations individuelles (incluant une validation des acquis) relatives à ces formations ont été fournies. L'exploitant a prévu le renouvellement de ces formations en 2024. A cette fin, il s'est rapproché de deux organismes (La Coopérative Agricole Solutions + et Tecaliman) pour le sujet de la prévention des risques d'incendie et d'explosion de poussières en usine de fabrication d'aliments pour animaux et dans les silos de stockage de céréales et de l'APAVE pour l'habilitation ATEX. L'exploitant a eu le retour des propositions commerciales. Un livret d'accueil spécifique à la sécurité (mis à jour en mars 2023) a été élaboré: celui-ci est présenté aux nouveaux arrivants, qu'ils soient permanents ou saisonniers.

<p>Des fiches de tutorat pour intégration dans le service sont également mises en place. Elles permettent de valider la prise de connaissance, par le salarié concerné, de la fiche de fonction et du livret sécurité. Ces fiches indiquent aussi les formations nécessaires pour le poste.</p> <p>Une semaine avant les arrêts pour maintenance (1 vendredi/mois), un point de situation sur les sujets en lien avec la sécurité est réalisé en interne en présence : du directeur industriel, du responsable du site (usine et stockage), du responsable de la maintenance des installations et du chef d'équipe de la production.</p> <p>Des "flashes info" en fonction des nécessités (point sécurité, ...) sont par ailleurs réalisés par l'animatrice QSE auprès du personnel.</p>
<p><u>Observations :</u></p> <p>L'exploitant doit veiller à la formation systématique des nouveaux arrivants, dans un délai raisonnable à fixer, ainsi qu'au renouvellement périodique des formations dispensées auprès du personnel.</p> <p>L'animatrice QSE, nouvellement arrivée en avril 2023, devra notamment suivre l'ensemble des formations requises, comprenant celles relatives aux risques liés à l'activité de stockage de céréales et aux opérations connexes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant répondra sur ces points dans un délai de : 1 mois.
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 2 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et des travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, et sont accessibles sur l'outil informatique.</p> <p>Le livret d'accueil rassemble les principales règles de sécurité, les modes opératoires spécifiques à certains postes (manutention, stockage, ...) en présentant les risques (notamment ceux en lien avec l'exploitation des silos de stockage : nettoyage des installations, explosion de poussières, auto-échauffement) et les dispositifs de sécurité associés ainsi que les consignes logistiques (protocole pour les chauffeurs), les conditions d'accès aux utilités (armoires électriques), les précautions à prendre lors des opérations de maintenance, en cas de travail par point chaud, et la conduite à tenir en cas de situation d'urgence.</p> <p>Des procédures sont établies selon les spécificités des installations (exemple: procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement dans une cellule de stockage de céréales).</p>

Un document synthétique reprend les modalités à suivre en cas d'incendie, auquel est joint le plan d'intervention faisant figurer les installations ainsi que les risques associés, les moyens disponibles en cas d'incendie (bornes incendie, RIA, réserve incendie) et de pollution accidentelle (bouchon obturateur).
<u>Observations :</u> L'exploitant doit justifier, par la réalisation de formations/vérifications en interne notamment, la bonne appropriation des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation par le personnel. <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant répondra sur ce point dans un délai de : 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Des plans de prévention sont élaborés par l'exploitant pour encadrer les interventions des entreprises extérieures lors de travaux sur les installations. Ils indiquent l'ensemble des mesures de sécurité et de prévention à respecter dans la zone d'intervention concernée et précisent si un permis feu est à réaliser. En cas de travaux par point chaud, un permis de feu est systématiquement établi. Celui-ci liste les actions de sécurité à mener avant, pendant et après les travaux (ronde de vérification 30 min après la fin des opérations). Ces documents sont rassemblés dans un classeur au local maintenance. L'Inspection a examiné plusieurs plans de prévention et permis de feu, parmi lesquels le plan de prévention délivré à la société ALM Industrie, pour intervention (du 06 au 10/11/2023) au niveau de la fosse 1 (remplacement vis VRC 31) et le permis de feu associé. Les documents examinés apparaissent correctement renseignés et signés par les parties.
<u>Observations :</u> Quelques plans de prévention font figurer l'année 2024 (par défaut) : il convient à l'exploitant de modifier les cas concernés par 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le responsable de la maintenance du site est chargé du suivi des installations électriques dont la vérification périodique est réalisée par un prestataire extérieur, la société Bureau Veritas.</p> <p>La traçabilité et la planification des contrôles périodiques des installations ne sont pas reportées sur informatique. Les actions effectuées sont annotées uniquement de manière manuscrite sur les rapports de contrôle, ce qui ne permet pas d'avoir rapidement connaissance de l'état d'avancement global.</p> <p>Dans les jours qui ont suivi l'inspection, l'exploitant a transmis un tableau de synthèse des non-conformités relevées lors du contrôle des installations électriques, faisant figurer l'avancement de la réalisation des actions correctives.</p> <p>Ce tableau de suivi reprend les observations formulées :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans les rapports de vérification et les comptes-rendus Q18 des installations électriques, relatifs aux interventions réalisées les 04 à 06/04/2022 et 12/04/2023 ;- dans les comptes-rendus Q19 relatifs aux contrôles (du 17-18/01/2022 et du 11-12/04/2023) des installations électriques par thermographie infra-rouge. <p>La majorité des non-conformités relevées est indiquée par l'exploitant comme ayant été levée.</p> <p>La levée des non-conformités restantes (pour la plupart identifiées en avril 2023) a été planifiée au cours du 1^{er} trimestre 2024, pour certaines avec intervention de la société S3S du groupe API.</p> <p>Il convient de maintenir ce suivi synthétique des contrôles réalisés.</p>
<p><u>Observations :</u></p> <p>Au vu des éléments qui précèdent, l'exploitant doit apporter les justificatifs selon lesquels les actions correctives résiduelles sur les installations électriques, planifiées au cours du 1^{er} trimestre 2024, ont été réalisées. L'exploitant doit également tenir compte des améliorations proposées (dépoussiérage notamment) dans le dernier compte-rendu Q19 établi par la société Bureau Veritas.</p>

De plus, l'exploitant doit prendre les dispositions afin que le responsable de la maintenance (ou son remplaçant, le cas échéant) soit présent lors de l'intervention de l'organisme qui réalise le contrôle afin, d'une part, d'accompagner le prestataire dans le bon déroulement des vérifications et, d'autre part, d'avoir plus directement connaissance de la situation et planifier plus rapidement les actions correctives à effectuer.

- L'exploitant répondra sur ces points dans un délai de : 2 mois.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage

Prescription contrôlée :

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation [...]

Constats :

Les fosses de réception sont équipées d'un système d'aspiration de poussières qui se déclenche après stationnement du camion puis badgeage du chauffeur pour déchargement (l'aspiration fonctionne sur détection de présence du camion).

Les transporteurs, capotés, sont munis de dispositifs de sécurité permettant la détection immédiate en cas de dysfonctionnement et l'arrêt de l'installation.

L'exploitant a précisé que :

- les transporteurs à chaînes étaient équipés de : contrôleur de bourrage, contrôleur de rotation, disjoncteur magnéto-thermique ;
- les élévateurs étaient munis de : contrôleur de déport de bande (pour la plupart), disjoncteur magnéto-thermique, contrôleur de rotation.

Un test visant à vérifier le double asservissement aspiration/manutention a été réalisé au niveau de la fosse de réception 2. Il ressort de ce test que le convoyeur continue de fonctionner à l'arrêt de l'aspiration et que l'aspiration ne se met pas en route au départ du convoyeur (dans le cas où le badgeage camion n'a pas été effectué).

De plus, deux tests ont été réalisés sur les dispositifs de sécurité des convoyeurs :

- le premier sur un détecteur de bourrage situé au niveau du TC 31 de reprise de la fosse 3,
- le second sur un contrôleur de rotation au niveau de l'EG 31 associé à la fosse 3.

Ces tests ont consisté à simuler un dysfonctionnement des dispositifs de sécurité afin de contrôler, d'une part, la mise à l'arrêt du convoyeur considéré et, d'autre part, le report sur l'écran de supervision, du défaut ainsi provoqué. Ces deux tests ont été concluants.

Observations :

L'exploitant doit :

- transmettre le justificatif de l'intervention programmée sur l'aspiration des fosses, d'ici la fin du mois de février 2024 par la société SPIE (développeur du logiciel de supervision des installations) ;
- confirmer que le double asservissement au niveau des trois fosses de déchargement est opérationnel : arrêt des convoyeurs (après temporisation et vidange le cas échéant) lorsque l'aspiration ne fonctionne pas et déclenchement de l'aspiration à la mise en service des convoyeurs.

De plus, il convient que l'exploitant prévoit, dans son plan de maintenance préventif, des essais visant à vérifier le double asservissement aspiration/convoyeurs ainsi que l'arrêt des transporteurs en cas de dysfonctionnement des détecteurs de sécurité.

- L'exploitant répondra sur ces points dans un délai de : 2 mois.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande

Prescription contrôlée :

[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

Constats :

Selon les indications fournies par l'exploitant, les installations de stockage de céréales ne disposent pas de transporteur à bande. Le seul transporteur à bande se situe au niveau du chargement des produits finis (dans la partie usine), activité non visée par le présent article.

Type de suites proposées : Sans suite